

CRI 2002 : DES IDÉES ET DES OUTILS POUR SORTIR DE LA CRISE

CRI 2002 a déjà élaboré et fait valider par les chefs de quartier trois documents majeurs qui ont été remis au Premier ministre

La restitution des résultats et recommandations du forum de solidarité et d'engagement public de Mopti et des régions occupées du nord du Mali a eu lieu le 18 juillet dernier à Mopti et la contribution de CRI 2002 à la recherche de propositions de sortie de crise étaient les deux points inscrits à l'ordre du jour d'une conférence de presse convoquée au siège de l'association.

Selon le conférencier, Abdoulaye Sall, ces deux exercices participent de la mise en œuvre du plan triennal 2010-2012 de CRI 2002 élaboré en partenariat avec la coopération suisse. Ils s'inscrivent également dans la suite logique d'initiatives comme la rentrée citoyenne 2012 placée sous le signe de la gouvernance, de la citoyenneté, de la démocratie et des élections, d'une part et de l'engagement sur

tous les fronts fragilisés par la situation inédite que connaît le pays, d'autre part.

Abdoulaye Sall est ainsi revenu sur les principales recommandations de la rencontre de Mopti. Celles-ci sont relatives à la revalorisation du rôle et de la place des autorités et chefs traditionnels, à la sensibilisation des chefs traditionnels, à la citoyenneté, à la mobilisation des ressources et à la décentralisation.

Les participants ont aussi fait quelques propositions de sortie de crise. Ils ont ainsi demandé l'implication des collectivités territoriales, des partis politiques et des organisations de la société civile, la relecture des textes de la décentralisation et l'élaboration d'un plan de communication dédié à l'implication des acteurs précités.

Les participants des quatre régions (Mopti et les trois régions sous occupation) souhaitent que l'on procède par la réflexion, l'information et la formation au renforcement et à l'amélioration des mesures et dispositifs sécuritaires dans les villages, fractions et quartiers ; il faut actualiser le document de propositions de sor-

tie de crise élaboré par CRI 2002. Enfin la rencontre de Mopti a proposé de contribuer à la conception et à l'élaboration de plaidoyer lobbying privilégiant le dialogue inclusif avec les forces d'occupation des régions du nord du Mali, avant tout recours à la guerre qui doit demeurer la solution ultime.

Sur la sortie de crise, Abdoulaye Sall a relevé que son association a conceptualisé, élaboré et fait valider par les chefs de quartier trois documents majeurs qui ont été remis au Premier ministre le 11 mai dernier. Le premier document est une note de cadrage pour baliser les grands principes, les valeurs intangibles et les cuis-de-sac de la démocratie, de la décentralisation et de la gouvernance afin que nous ayons une connaissance et des compréhensions communes, partagées et acceptées sur l'itinéraire à suivre pour la sortie de crise.

Le second document est un cadre d'analyse de la situation pour disposer d'un pré-diagnostic à partager, à faire valider par les institutions de participation et de représentation. Enfin il y a une proposition de feuille de route

pour engager la réflexion, les échanges, les débats et l'action sur le processus et les procédures de planification stratégique devant conduire vers la sortie rapide de crise.

Le conférencier propose de prendre comme points d'appui les principes directeurs du renouveau de la planification dans notre pays adopté par le gouvernement en 1996. Ce document s'articule sur la dimension prospective, la dimension stratégique et la programmation.

En réponse aux questions des journalistes, Abdoulaye Sall a expliqué qu'en tant que membre de la société civile, CRI 2002 se devait de donner sa position face à la situation que vit notre pays. « CRI 2002 est dans son rôle d'organisation dédiée à l'interpellation politique au service du citoyen », a-t-il indiqué en invitant les uns et les autres à conjuguer les efforts au service d'un Mali uni, indivisible et décentralisé. CRI 2002 propose d'envisager la création d'un pouvoir collégial et de faire recours à un panel des partenaires techniques et financiers.

A. LAM

LE PRÉSIDENT DE CRI-2002, DR ABDOULAYE SALL À PROPOS DE LA TRANSITION

"Les nouveaux organes proposés doivent être validés par les institutions de représentation..."

Le président du Cercle de réflexion et d'action CRI 2002, Dr Abdoulaye Sall, a animé une conférence de presse hier au siège de son organisation à l'ACI 2000. Deux points étaient au centre de cet échange avec la presse : la restitution des résultats et recommandations issus du second Forum de solidarité et d'engagement public de Mopti et des trois régions du nord, tenu le 18 juillet dernier et la contribution de CRI-2002 face aux évolutions récentes dans la recherche des propositions de sortie de crise pour notre pays.



PAR **YOUSSEF
CAMARA**

Ces deux points inscrits à l'ordre du jour de cette conférence rentrent dans le cadre de la mise en œuvre du plan triennal 2010-2012 de CRI-2002 financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse. La rencontre constitue en outre la suite logique des initiatives déjà enclenchées par CRI-2002, à tra-

vers notamment la rentrée citoyenne 2012 qui était placée sous le signe de la gouvernance, de la citoyenneté, de la démocratie et des élections, et de l'engagement à traquer tous les fronts qui risquent de craquer face à la situation inédite que connaît notre pays. Dans le but de proposer sa solution à cette crise, CRI-2002 avait conceptualisé, élaboré et validé trois documents majeurs avec des propositions concrètes. Il s'agit d'une note de cadrage,

d'un cadre d'analyse de la situation et d'une proposition de feuille de route. Pour cela, CRI-2002 s'est appuyé sur les principes directeurs du renouveau de la planification articulé autour de la dimension prospective à travers l'Etude nationale prospective Mali 2025, la dimension stratégique à travers les CSCRP I et II et la dimension programme.

Le président de CRI-2002 a précisé que l'ambition de son organisation n'est pas la conquête et l'exercice du pouvoir, mais d'être un fil conducteur pour faire sortir le pays de l'ornière. Mais, avant tout, Dr Sall pense qu'il faut mettre le citoyen au cœur du processus démocratique. Les propositions formulées par CRI-2002 ont été presque reprises par le président intérimaire, Pr Dioncounda Traoré. A ce niveau le président Sall a expliqué que la Constitution du 25 février 1992, calquée sur celle de la France, accorde trop de pouvoir au président de la République.

Or, selon lui il faut un pouvoir paritaire, un pouvoir collégial qui peut nous permettre d'avancer. C'est pourquoi, il pense que la prochaine Constitution du Mali doit prévoir ce pouvoir collégial et non un président omniprésent. Pour Dr Sall, le cadre approprié

pour valider les organes annoncés par Dioncounda Traoré est les institutions de représentations comme l'Assemblée nationale, mais il a ajouté qu'il faut aussi que les institutions de participation soient prises en compte dans la dynamique.

En ce qui concerne le Forum de solidarité et d'engagement public de Mopti et des trois régions du nord, il dira que ce processus qui veut la valorisation du rôle et de la place des autorités traditionnelles est aujourd'hui plus que jamais pertinent. Car, avec l'occupation des trois régions du nord, ce sont les autorités traditionnelles, religieuses et coutumières qui sont appelées dans les négociations, à être les premiers interlocuteurs des groupes armés. Ce forum a formulé 24 recommandations mettant l'accent sur le "Mali un et indivisible et décentralisé".

Aussi, il faut prendre en compte deux dimensions essentielles : l'Etat garant et l'Etat gérant. Ce qui doit amener le pouvoir central à s'occuper de ses missions régaliennes et à transférer les missions de gérant aux collectivités décentralisées et aux autorités traditionnelles, qui sont avant tout des représentants de l'Etat auprès des populations à la base.

L'Indépendant n° 3074 du 03/08/12